

Les signataires de ce manifeste proviennent d'horizons politiques et idéologiques différents, mais se sentent unis quant à leur attachement à la démocratie et aux droits de l'homme. Ils défendent les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité et de respect mutuel. Ils dénoncent radicalement toute forme de racisme et de xénophobie.

En revanche, ils sont inquiétés par le fait que, dans les discussions récentes sur la réforme de l'état, l'on ne cesse d'associer les revendications flamandes équitables à la droite, voire à l'extrême-droite. Pour cette raison, ils souhaitent avancer les thèses suivantes.

Lors de la fondation de l'état belge, en 1830, la bourgeoisie francophone avait réussi à protéger ses intérêts en installant un régime fondé essentiellement sur l'inégalité sociale et sur la discrimination de la population flamande et de sa langue, le néerlandais. Peu à peu, cette inégalité socio-économique a été partiellement éliminée par un mouvement ouvrier combatif, alors que les Flamands n'ont pu obtenir leur droit à une propre langue et une propre culture que grâce à d'interminables compromis souvent obscurs. Un labyrinthe institutionnel de sept assemblées parlementaires et de six gouvernements en est le résultat actuel. La dégradation de notre image à l'étranger n'est pas seulement la conséquence de la crise politique des derniers mois ; elle trouve son origine également dans ce ravaudage à la belge, qui dure déjà depuis plus d'un siècle et demi. Le résultat des élections du 10 juin 2007 en Flandre est en grande partie le reflet de ce malaise historique et l'expression d'une volonté d'un autre avenir.

Il est incompréhensible qu'une partie des milieux culturels et intellectuels flamands manquent de courage pour faire cette analyse. En outre, il nous est intolérable que ceux-ci s'accrochent, avec les vieilles élites belges, au statu quo. La « Flandre progressive » autoproclamée se comporte de façon conservatrice et risquée, du même coup, de nous faire rater le train de l'histoire. En revanche, notre point de départ n'est pas un romantisme flamand dépassé, mais la philosophie des Lumières, le principe d'égalité démocratique et une vision moderne de décentralisation, de

subsidiarité et d'autonomie régionale, qui est en train de faire son chemin dans toute l'Europe, de l'Écosse au Kosovo et de la Catalogne à l'Estonie.

Nous tenons tout d'abord au principe de *territorialité*. Déjà en 1962-63, les frontières définitives de la Flandre, de la Wallonie et de la région germanophone ont été établies, démarquant ainsi des espaces linguistiques et culturels à l'intérieur d'une Belgique fédérale. Longtemps avant, en 1932, le principe des régions unilingues avait été admis, sous forte pression wallonne notamment. Par conséquent, la frontière linguistique a ici, dans cette optique, une valeur de frontière d'état. Une telle démarcation spatiale implique certaines règles de jeu, indispensables pour la formation d'un tissu social viable. Partout dans le monde, l'on accepte l'idée qu'un immigré peut s'intégrer, après une période d'adaptation, en s'appropriant la langue de son pays d'accueil. Cette exigence n'empêche en rien la liberté de religion, la jouissance d'une culture propre ou l'usage d'autres langues dans le contexte privé. En Flandre, des immigrés allochtones pauvres font cet exercice avec de plus en plus de succès, alors que des citoyens francophones hautement diplômés y renoncent pour des raisons dites « de principe », et ceci avec le soutien de leurs élus politiques. En plus, certains croient qu'il suffit d'obtenir une majorité dans une commune limitrophe pour changer de nouveau la frontière linguistique. En se comportant ainsi, ils portent atteinte au principe de la *solidarité politique* entre régions, et à l'idée même du fédéralisme. On s'imagine déjà comment les Français réagiraient si jamais la majorité allemande d'une commune limitrophe proposait de changer les frontières entre les deux pays...

Les signataires de ce manifeste estiment donc que tout débat sur la solidarité socio-économique devient impossible sans le respect d'une *solidarité politique*, c'est-à-dire le respect mutuel des frontières et des espaces. Il faudra un changement radical dans la mentalité des responsables politiques francophones : ce respect nous est dû, nous ne devons pas l'acheter. La scission de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde n'est rien d'autre que l'application de ce principe de territorialité, clef de voûte de la Constitution. En plus, un

véritable bilinguisme à Bruxelles semble être dorénavant la dernière chance pour que la Belgique puisse survivre comme un État confédéral.

Quiconque refuse le consensus émanant de ces principes fondamentaux, rend inutile le débat sur une réforme de l'État. Dans ce cas-là, il faudra prendre les mesures appropriées pour que les régions puissent devenir des États-membres de l'U.E. Dans un contexte post-belge, européen, la solidarité interrégionale peut aussi jouer un rôle important. Nous souhaitons que la Flandre, comme région prospère, continue d'honorer la solidarité interpersonnelle et interrégionale. Cela nous le voulons avec notre cœur et notre raison. Mais pas avec un sentiment de malaise, provoqué par un impérialisme culturel, un parasitisme politique ou des agendas secrets.

Sans accords clairs et irrévocables, cette Belgique n'est plus viable. Ceux qui refusent les réformes démocratiques nécessaires, plaident en fait pour la dissolution de l'état. Sous l'inspiration des idées modernistes nous demandons des structures politiques plus transparentes, l'application des droits fondamentaux d'égalité démocratique et l'inviolabilité des frontières linguistiques. Cela est notre but, avec nos amis francophones, comme nous le souhaitons, mais sans eux, s'ils nous y obligent.

Plus d'autonomie profitera à tous. Heureusement, des deux côtés de la frontière linguistique on devient conscient du fait que le sud du pays est en train d'hypothéquer ses propres chances de relance économique et sociale, s'il se laisse prendre en otage par des représentants politiques ne voulant rien changer.

Il faudra tout d'abord changer les vieilles images hostiles, travailler à de nouvelles structures de coopération et fonder un nouvel équilibre entre la solidarité et la responsabilité. La Wallonie comme nation partenaire, proche et prospère, nous semble une perspective plus attrayante qu'un système institutionnel qui se traîne de crise en crise, s'effritant lentement.

Signé, le groupe Gravensteen :
Etienne Vermeersch, philosophe, vice-recteur hon. Université de Gand
Jan Verheyen, réalisateur
Frans-Jos Verdoodt, historien, prof. ém. Université d'Anvers
Piet van Eeckhaut, ancien président du conseil provincial Flandre Oriental, SP.A
Jef Turf, ancien vice-président PCB
Bart Staes, membre du Parlement Européen, Groen!
Johan Sanctorum, philosophe-publiciste
Jean-Pierre Rondas, producteur Klara (VRT)
Yves Panneels, conseiller de communication
Chris Michel, journaliste
Bart Maddens, politologue K.U. Leuven
Paul Ghijsels, ancien journaliste et fonctionnaire
Paul De Ridder, dr. en histoire médiévale, collaborateur TV Brussel
Dirk Denoyelle, humoriste, imitateur
Peter De Graeve, philosophe, Université d'Anvers
Eric Defoort, historien, prof. ém. Université Catholique de Bruxelles
Jo Decaluwe, metteur en scène, artiste
Ludo Abicht, philosophe, ancien professeur de l'Université de Berkeley